



Susana Díaz : Aucun membre du gouvernement autonome n'ira à Tindouf

La présidente du gouvernement andalou, Susana Díaz (Parti socialiste ouvrier espagnol, PSOE), s'est opposée catégoriquement à la visite que le vice-président du gouvernement andalou et responsable de la politique régionale de la Gauche Unie (Izquierda Unida, IU), Diego Valderas, compte effectuer prochainement dans les camps de Tindouf.

La dirigeante socialiste a fait savoir que l'affaire du Sahara n'entraîne pas dans les compétences du gouvernement autonome et que sa position à propos de cette visite est basée sur « le sens commun ».

« 14 km nous séparent du Maroc qui est l'allié le plus stable de l'Europe et l'Espagne dans leur lutte pour la sécurité.

Le moins que le gouvernement d'Andalousie qui est responsable de 9 millions de personnes, puisse faire est de ne pas entrer dans un conflit international », a souligné Susana Díaz dans une déclaration à la presse.

La responsable andalouse a nié catégoriquement avoir consulté le Maroc à propos de ce voyage comme l'avaient insinué des responsables politiques de la Gauche Unie, mais elle a, en même temps, affirmé que le gouvernement andalou est l'un « des gouvernements qui consacrent le plus d'aides aux camps ». Jeudi dernier, Susana Díaz avait affirmé sans équivoque qu'« aucun membre du gouvernement autonome d'Andalousie n'ira au Sahara ».

A noter que cet Exécutif régional est formé de deux partis, à savoir le PSOE et la Gauche Unie. Par ailleurs, le Parti populaire d'Andalousie a critiqué la tension entre ces deux partis à propos de ce projet de visite dans les camps de Tindouf. « Si cette femme (c'est-à-dire Susana Díaz) n'est pas capable de résoudre les problèmes au sein de son gouvernement, comment va-t-elle résoudre ceux des Andalous ? », s'est interrogée la secrétaire générale du parti, Dolores López Gabarro. Il y a quelques jours, le porte-parole du Groupe socialiste au Parlement andalou, Mario Jiménez, avait remis les pendules à l'heure en affirmant que si Diego Valderas s'entêtait à vouloir visiter les camps de Tindouf au cours du premier trimestre de cette année, qu'il le fasse en tant que représentant de l'IU et non en tant que membre du gouvernement andalou.